

## "Le Plan Werner - (2) Union économique et union politique: deux choses différentes" dans Europe (20 octobre 1970)

**Légende:** Dans son éditorial du 20 octobre 1970, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, s'interroge sur la praticabilité de la mise en œuvre des propositions du plan Werner sur l'union économique et monétaire et sur son incidence sur le processus d'union politique européenne.

**Source:** Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 20.10.1970, n° 669. Bruxelles.

**Copyright:** (c) Agence Europe S.A.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"le\\_plan\\_werner\\_2\\_union\\_economique\\_et\\_union\\_politique\\_deux\\_choses\\_différentes"\\_dans\\_europe\\_20\\_octobre\\_1970-fr-abad4be6-42d2-4f65-b792-4ec791824bff.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 05/11/2012

## Le Plan Werner - (2) Union économique et union politique: deux choses différentes

Après ce que nous avons essayé d'expliquer hier au sujet de l'irréversibilité et de la globalité qui caractérisent le Plan Werner pour une union économique et monétaire, la question se pose de savoir si et dans quelles conditions ce plan pourrait être jugé trop ambitieux.

Deux sont les hypothèses à faire. La première est que l'objectif final aille trop au-delà de ce qui est prévisible et possible. Cependant, nous avons constaté hier que cette hypothèse est à écarter, parce que la définition de l'objectif contenu dans le Plan Werner est parfaitement conforme à celle qui avait été retenue par le Sommet de La Haye. Si les Chefs d'Etat et de Gouvernement étaient d'accord il y a un an pourquoi ne devraient-ils pas l'être aujourd'hui?

La deuxième hypothèse est que les moyens et les instruments proposés ne soient pas suffisants pour atteindre l'objectif, qui serait alors hors de portée de la Communauté, à première vue, on ne peut pas donner une réponse exhaustive à cette question. Les experts éminents qui ont travaillé au document en cause nous assurent que les instruments sont adéquats (mais ils sont "le minimum nécessaire"). Il va de soi que dans des actions de telle envergure et portant sur des temps "longs" il ne peut jamais y avoir certitude absolue. Et d'ailleurs y a-t-il jamais de certitude absolue dans les grandes actions politiques? Le facteur pari est inséparable de ces actions. Le Plan Werner ne s'appuie pas uniquement sur toute une série d'instruments mais il est conçu en fonction de l'existence d'une volonté politique permanente, qui permettrait de remédier à une carence éventuelle des instruments. Par conséquent, cette deuxième hypothèse peut être également écartée, c'est-à-dire que l'on ne peut pas dire aujourd'hui que le Plan soit trop ambitieux.

Mais il y a autre chose: des arrières-pensées et des craintes dont il faut discuter tout de suite avant qu'elles n'exercent une influence néfaste sur le large débat qui doit s'ouvrir sur la mise en oeuvre du Plan Werner. Nous avons, en effet, le sentiment que ceux qui parlent d'ambition exagérée attribuent aux auteurs du Plan la volonté de poursuivre un objectif qui irait bien au-delà de l'union économique et monétaire et qui serait ni plus ni moins que l'union politique. En d'autres termes, certains croient ou craignent que l'on médite d'utiliser la volonté commune - dont l'existence est incontestable - de construire l'union économique et monétaire, comme instrument pour construire l'union politique.

Selon nous, cette intention déguisée, cette arrière-pensée n'existent pas. Et si quelqu'un les nourrissait, il commettrait une lourde erreur. L'union politique de l'Europe ne sera jamais un fruit mûr qui tomberait dans nos bras de l'arbre luxuriant de l'union économique. Certes, tout progrès sur le chemin de l'intégration économique crée des conditions favorables à l'unification politique. La monnaie étant à la fois symbole et instrument de la souveraineté, tout ce qui relève d'elle relève de la souveraineté. Mais le problème se pose également de la façon inverse: si la volonté d'union politique faisait défaut, l'union économique et monétaire demeurerait fragile et réversible, c'est-à-dire qu'elle serait en danger permanent.

L'union politique constitue un choix conscient et délibéré des peuples, à travers des cheminements multiples, mais qui sont toujours des cheminements politiques. Elle ne peut pas résulter de stratagèmes. Ceux qui éventuellement devaient le penser où le croire porteraient préjudice à l'union monétaire sans pour autant faire progresser l'union politique.

(à suivre)